



Introduction à l'Assemblée générale de la section des retraités CGT ENERGIES 77 - 21 AVRIL 2022

Le choix de la date de tenue de notre assemblée générale a été guidé par la convocation du Congrès du syndicat qui se tiendra à Villeneuve St Denis les 19 et 20 mai prochains mais nous n'ignorons pas que ce 21 avril se situerait entre les deux tours de l'élection présidentielle.

C'est évidemment avec la poursuite de la guerre en Ukraine, à la périphérie de l'Europe, l'événement marquant de ces derniers jours.

Il n'est pas de notre ressort d'analyser les résultats obtenus par chaque candidat et les raisons qui ont conduit une nouvelle fois, cinq ans après, à un nouvel affrontement au second tour entre le candidat du libéralisme et celui du nationalisme. La rengaine des médias, des influenceurs de toute nature a fait pencher la balance vers un remake de 2017 avec les mêmes acteurs.

Le 24 avril les électeurs sont de nouveau pris dans le piège d'un choix entre la grippe et la COVID, entre un candidat qui proclame déjà qu'il va poursuivre la même politique que celle conduite sous le quinquennat qui s'achève, avec même une aggravation comme le montre les annonces sur la réforme des retraites qui entraînerait la suppression de notre régime spécial, un régime pionnier issu des grandes avancées du programme du CNR. Les jeunes seraient condamnés à travailler plus et plus longtemps alors que les grandes avancées technologiques, les marges réalisées par les entreprises plaident pour une réduction du temps de travail et à un âge de départ à la retraite à 60 ans comme le propose la CGT. Cette année la moisson des dividendes sera de 69 Milliards d'€ pour les entreprises du CAC 40. C'est dire si les moyens existent, c'est l'équivalent de 3 pts de PIB ou encore l'équivalent au quart du financement des pensions pour les 17 millions de retraités que compte le pays.

La seconde candidate en lice est dans la droite ligne de l'héritage paternel, un cocktail de nationalisme, de xénophobie, de racisme aromatisé de fulgurances sociales digne du cahier revendicatif de la CGT pour appâter les personnes les plus en difficulté. Mensonges après mensonges pour pousser les électeurs vers un vote contestataire, le RN et le reconquérant de la chaîne CNews ont pollué une campagne qui partait sur des thèmes concrets : pouvoir d'achat, fiscalité, politique énergétique, protection de la planète.

La CGT a fait un communiqué à l'issue du premier tour que vous trouverez dans vos dossiers : « la situation est grave, en France l'extrême droite est aux portes de l'Élysée » mentionne t'il. Il poursuit sur l'analogie avec ce qui s'est passé dans un certain nombre de pays : « Au cours de l'histoire comme aujourd'hui dans de nombreux pays les dirigeants se réclamant de cette idéologie, à l'image de Poutine, Bolsonaro, Orban suppriment les libertés syndicales et démocratiques, cassent les garanties sociales, divisent les travailleurs et travailleuses, brisent les solidarités ». Ce communiqué réaffirme qu'aucune voix du monde du travail doit aller vers l'extrême droite et que la journée du 1^{er} mai doit constituer une opportunité de mobilisation en faveur des valeurs que nous portons dans nos actions au quotidien.

A la veille d'élections législatives qui détermineront la représentation nationale, notre pays se présente en gros en trois blocs : celui des libéraux porté par l'actuel président qui a bénéficié du renfort de la droite, celui des nationalistes et enfin celui d'une gauche certes morcelée mais qui peut et doit trouver les moyens d'adopter l'adage selon lequel « l'union fait la force ». La CGT doit apporter son énergie à l'émergence des forces de gauche, à l'élection du plus grand nombre de députés issus de cette coalition espérée et bien sûr le tout à partir de nos repères revendicatifs. Nous ne pouvons regarder passer la caravane et rester sur des commentaires ou des lamentations, la CGT doit agir et mobiliser un monde du travail qui selon les sondages d'après vote se serait porté à 40% sur le vote Le Pen et il en va de même pour les retraités qui se seraient portés dans les mêmes proportions en faveur de Macron. Il y a du travail à faire pour bousculer idéologiquement les torrents déversés par une presse française monopolisée par les grands milliardaires.



Pour notre part, nous disposons d'un matériel orienté vers la population pour propager nos propositions des PPE Electricité et Gaz avec le 100% Public N° 4. Il ne faut pas hésiter à le transmettre aux candidats de notre département pour recueillir leur avis parallèlement aux distributions « grand public ». Les tarifs, la hausse des énergies et des matières premières prennent racine dans l'ultra libéralisation, les visées mercantiles des puissantes compagnies ou des oligarques de tous poils. Rien que pour la Russie qui a déclenché une guerre dévastatrice, le recrutement des champions du pantouflage comme Fillon, Sarkozy, Schroeder, Strauss-Kahn, Henri Proglio, De Silguy ex patron de Vinci ou encore le caméléon Maurice Leroy ex ministre de la ville de Sarkozy représentent des commerciaux au service des grands secteurs industriels et bancaires russes. Leurs rémunérations sont à la hauteur des enjeux géopolitiques.

Cette guerre en Ukraine se déroule en pleine crise énergétique et l'aggrave. La plupart des pays de l'UE est dépendante du gaz russe acheminé par des réseaux en grande partie financés par l'UE et les entreprises de l'ouest européen dont ENGIE. L'Allemagne a, depuis plus de vingt ans, fait des choix qui s'avèrent catastrophiques et de par son influence a entraîné la plupart des autres pays dans l'abîme actuel. En France nos batailles contre la libéralisation et pour l'indépendance énergétique nous permettent aujourd'hui d'être en partie protégés. Souvenons-nous aussi de nos batailles contre la suppression des tarifs « régulés » tant pour les particuliers que pour les collectivités et les entreprises. Nous avons été bien seuls à porter cette question pendant que de nombreux élus, disciplinés autour de leur majorité parlementaire mettaient les genoux à terre devant les exigences exorbitantes de la Commission Européenne. L'Allemagne a également capitulé sous Schroeder devant les grandes compagnies pétrolières qui prônaient la fermeture du nucléaire pour ouvrir la voie de la production d'électricité avec le gaz et surtout celui qui venait de Russie, transporté par GAZPROM.

Il a fallu cette crise pour mettre en lumière les graves conséquences de choix politiques dictés par Bruxelles. L'UE est désormais prise en sandwich entre le gaz de schiste américain et le gaz russe. Et pour le pétrole c'est la même chose : les pays de la péninsule arabique alliés économiquement à la Russie d'un côté et les majors américains de l'autre qui imposent le dollar comme monnaie mondiale pour les cours du pétrole.

Ce sont plutôt pour ces raisons en plus des questions de l'extension des forces de l'OTAN hors les frontières établies depuis la fin de la dernière guerre, que la Russie a envahi l'Ukraine faisant au passage des milliers de morts, de femmes, d'enfants et de personnes âgées toutes victimes innocentes d'une guerre qui peut modifier les équilibres du monde et avec une UE d'autant plus chancelante après le BREXIT, correspondant au retrait de la 5^{ème} puissance du monde, le Royaume Uni.

Excusez-moi d'avoir été un peu long sur ces questions internationales mais elles sont essentielles pour comprendre les grands mécanismes économiques qui ont des répercussions dans notre quotidien car nous avons parlé des énergies mais il en va de même pour les produits alimentaires, de graves crises se profilent avec des populations menacées de famine. Cela rend encore plus insoutenable les propositions faites par les nationalistes de fermer nos frontières, de fermer les yeux sur le sort de million de personnes, de fermer toute possibilité de solidarité et de coopération avec les peuples victimes des guerres, des grandes migrations alimentaires.

Comme je l'indiquais les questions sociales se sont invitées dans la campagne ainsi que celle des services publics. Nous y sommes pour quelque chose car ce sont les gilets rouges qui étaient à l'offensive et présents auprès des personnels de santé dans les hôpitaux, dans les EHPAD. Les premiers résultats positifs du « Ségur de la Santé », ceux relatifs au dégel du point d'indice des fonctionnaires, les augmentations pour les profs sont à mettre au crédit des organisations syndicales. Toutes ces démonstrations montrent que la place du gilet jaune c'est le coffre de la voiture et que le mouvement revendicatif reste du ressort des organisations syndicales, même si l'unité n'est pas toujours chose facile mais c'est la volonté qui doit compter comme on l'a vu dans l'exigence de retrait du plan Hercule, l'unité syndicale a été efficace au moins pour un moment avant qu'une nouvelle vague se prépare à déferler sur EDF.



Le gouvernement va appliquer au 1^{er} mai la formule de revalorisation du SMIC avec un gain de 2,6% et il en sera de même pour les pensions au 1^{er} juillet selon un taux qui n'a pas été annoncé encore. Bien sûr ce sont les effets de l'inflation qui provoquent ces revalorisations mais dans le passé nous avons des gouvernements qui ont refusé de mettre en œuvre ces règles pour éviter les effets de « contagion » dans toutes les grilles salariales de branche et d'entreprise. Dans les IEG, il va falloir se battre contre des syndicats d'employeurs des plus rétrogrades qui n'entendent pas toucher à la grille et alors que le salaire minimum de la grille se trouve en dessous du SMIC entraînant ainsi une dépréciation de toute la grille et des effets néfastes à terme car l'évolution du SNB a un impact sur le calcul de la pension.

Election ou pas élection, nous devons occuper le terrain revendicatif et rester à l'offensive, il faut donner une suite à nos actions avec les 9 organisations, conserver le caractère unitaire est important même si nous ne sommes pas naïfs, la CGT est au commandement de la locomotive et il manque parfois certains wagons en fin de rame. Martine qui représente ici l'USR 77 nous apportera sans doute des informations de ce point de vue.

La crise sanitaire a été révélatrice de plusieurs carences issues des restrictions budgétaires qui ont été imposées dans les lois de financement. Mais avant tout, saluons encore la pertinence de notre système de protection sociale : la Sécurité Sociale, l'assurance « chômage » qui ont été le rempart pour ne pas laisser une population exsangue. Macron qui se vante d'avoir été le sauveur suprême devrait faire preuve d'humilité car il a été de nombreuses années parmi les partisans des cures d'austérité imposées au budget de l'hôpital public, parmi ceux qui ont toujours refusé de placer la « dépendance » parmi les priorités sociales, ceci pour permettre un vieillissement de la population dans la dignité. Il a été aussi de ceux qui n'ont pas hésité à réduire les recettes de la Sécurité Sociale par les exonérations de cotisations octroyées aux entreprises, 90 MDS rien que pour l'année 2019. C'est à peu près le montant de la dette causée par la crise sanitaire sur les années 2020 et 2021 et qui devra être remboursée par les salariés, les retraités et les contribuables. Moins les entreprises payent et plus les salariés et les retraités mettent la main à la poche !

Les services publics mêmes affaiblis existent encore avec un personnel des plus remarquables. Imaginons un seul instant que nous soyons basculés dans le mode libéral, pensez-vous que les tests, les vaccins, les prises en charge hospitalières lourdes auraient été exemptés de la moindre participation financière ? Dans certains pays, ce n'est pas la carte vitale que l'on remet aux admissions mais l'empreinte de la carte bancaire ! C'est dans ce modèle là que Macron voulait nous conduire, mesurons bien ce que nos actions ont permis d'enrayer.

Macron voulait renforcer l'individualisme avec la retraite à points et introduire encore plus de capitalisation. Il a été contraint à la retraite lui-même sur le sujet (ainsi que Delevoye qui ne donne plus signe de vie) par les actions de 2018-2019 et par la crise sanitaire. Sa stratégie conduite en partenariat avec la CFDT et avec un MEDEF dubitatif a échoué mais il entend revenir cette fois à l'assaut dès sa réélection avec un projet cette fois recueillant l'assentiment de la droite (Pécresse ayant annoncé durant sa piètre campagne que Macron lui avait volé son projet) et du MEDEF. Il tient en quelques points : passage progressif de l'âge de départ de la retraite de 62 à 65 ans à partir de la génération 1963. A raison de 4 mois par an la génération 1969 partirait à 65 ans. En second point la suppression des régimes spéciaux avec l'application de la « clause du grand père » dans les IEG à partir de 2023. Les nouveaux embauchés n'auraient plus accès au régime spécial. Enfin Macron prendrait le pas du MEDEF avec un système de retraite en trois compartiments : un régime des fonctionnaires gérés par l'Etat, un régime des indépendants comprenant les professions libérales, commerçants, etc... et le régime des salariés dans lequel tout le monde se retrouverait et dans lequel serait versé les trois régimes de la SNCF, de la RATP et des IEG et sans doute les régimes complémentaires. On peut imaginer que le mode de calcul des futures retraites pourrait relever du calcul par points utilisé à l'AGIRC-ARRCO.

Quel que soit par conséquent les résultats électoraux, nous devons continuer à nous employer, à nous mobiliser pour imposer une sortie de l'austérité et une réponse aux appels de détresse des privés d'emploi, des personnes en situation de précarité. Nous possédons les structures pour résoudre les problèmes et il faut les consolider.



Pour conduire nos actions, nous avons besoin d'étendre encore notre influence, d'améliorer nos capacités syndicales et de renouveler nos forces militantes. Notre section compte 171 adhérents (chiffre 2021). Au fil des années notre nombre d'adhérents s'érode petit à petit, nous avons de plus en plus de difficultés à convaincre les nouveaux retraités de la nécessité de se syndiquer. Pourtant lors de l'élection de CMCAS de l'année dernière plus de 1 100 retraités ont voté pour la liste CGT, soit 6,5 fois le nombre de nos syndiqués. Cela ne constitue-t-il pas un vivier d'adhésions potentielles ? Sans doute ! Il faut encore plus démontrer le rôle des syndicats pour les retraités. Rappelons-nous du travail que nous avons effectué auprès des anciens combattants d'Algérie qui a permis à une trentaine d'entre eux en Seine-et-Marne d'obtenir une revalorisation de leur taux de pension. Il n'y a pas plus concret comme situation à mettre en valeur. Parlons aussi de tout ce que nous faisons via les activités sociales au local et au national, pour nos divers régimes de protection santé comme la CAMIEG ou la CSM-R et le Réseau Solidaire qui est la pierre angulaire de la solidarité envers nos aînés et les personnes en situation de difficultés. Cela ne tombe pas tout seul derrière tout cela il y a des engagements dans l'activité syndicale, du temps bénévole consacré à la consolidation des liens. Ce sont des militants femmes et hommes qui perpétuent les valeurs que la CGT a insufflées depuis de nombreuses décennies.

Notre assemblée générale va devoir procéder à l'élection d'un nouveau conseil syndical et du nouveau bureau pour trois ans, il vous sera proposé de délibérer sur une revalorisation du taux des cotisations syndicales de 0,72% à 0,75 % pour aller comme nos statuts le prévoient vers le taux de 1%. C'est ainsi que nous proposerons également d'adopter le passage à 0,8% en 2026 avec des impacts amortis par la déduction fiscale de 66%.

Nous devons évoquer notre organisation sur notre (grand) département pour ancrer au plus près notre activité, en liaison avec les actifs. Une note à cet égard a été mise dans vos dossiers. Ce point figurera dans les travaux du Congrès du syndicat qui se tiendra les 19 et 20 mai prochains à Villeneuve St Denis. De ce point de vue, nous devons désigner les délégués pour ce Congrès, soit huit camarades environ. Il faudra prendre place dans la nouvelle équipe syndicale qui sera élue par le Congrès également.

Nous vous proposons de retenir la candidature de notre camarade Jean-Paul HUTTEAU pour participer en tant que délégué à la Conférence de l'UFR qui se tiendra du 4 au 6 octobre 2022 à Marınca en Corse.

Comme nous l'avons dit, se fixer des objectifs c'est important et chacun peut apporter sa pierre à l'édifice, je vous propose que nous adoptions lors de notre AG l'objectif de reconquérir des adhérents et de parvenir à 200 adhérents, objectif réaliste au regard des potentialités. Notre conseil syndical sera chargé d'en suivre les évolutions. Désormais à vous la parole !